

A l’attention des sénatrices et sénateurs qui s’apprêtent à voter la réforme du divorce ce jeudi 22 mars 2007

Communiqué du 20 mars 2007

Mesdames les sénatrices,
Messieurs les sénateurs,

À l’heure où vous êtes sur le point d’adopter la réforme du divorce, nous tenons à vous rappeler combien ce texte est contesté par les organisations se trouvant en première ligne avec les femmes et les familles des milieux populaires, des organisations qui n’ont pas été auditionnées par la Chambre alors que d’autres, prônant une idéologie radicalement différente, l’ont été.

Plusieurs fois déjà , notre mouvement a clairement explicité sa position en s’appuyant sur les réalités de vie des femmes rencontrées au quotidien dans notre réseau et au-delà , puisque de nombreuses femmes continuent à nous interpeller et nous demandent de relayer leurs craintes.

Ainsi, nous avons largement expliqué pourquoi nous pensons que cette réforme va précariser encore davantage le conjoint le plus faible économiquement. Lors de notre audition à la Commission Justice du Sénat , nous avons montré que cette réforme ne tient pas compte du contexte socio-économique toujours inégalitaire dans lequel évoluent les femmes. Nous avons aussi redit notre inquiétude de voir que le divorce serait rapidement prononcé, sans que ses effets (pension alimentaire, garde des enfants…) ne soient réglés.

Nous avons rappelé que, malgré ce qu’affirme cette proposition de loi, l’égalité entre les hommes et les femmes est loin d’être une réalité. Dans ce contexte, il nous semble évident que les conséquences néfastes de cette réforme sur les personnes les plus précarisées n’ont pas été mesurées et restent, aujourd’hui encore, occultées.

Nous avons également dit combien ce divorce « kleenex » nous fait penser à la répudiation et risque, par sa facilité et sa rapidité, de malmener le plus faible dans le couple mais aussi de brader le divorce par consentement mutuel.

Pour toutes ces raisons, nous tenons à vous redire aujourd’hui que cette réforme est pour nous intolérable parce qu’elle ne profite qu’aux plus nantis.

Malgré notre indignation, nos explications et nos témoignages, nous devons nous rendre à l’évidence : notre parole n’est pas écoutée, elle est même méprisée. Pour nous, le mépris de cette parole, c’est le mépris des femmes que nous représentons. Et cette attitude nous pose question.

Quelles raisons peuvent motiver tant de mépris ? Comment des élu-e-s peuvent-ils et elles nier à ce point tout un pan de la société et aggraver la situation des personnes qui se trouvent déjà parmi les plus précarisées ?

Nous nous demandons aussi ce qui motive tant de précipitation. Pourquoi cet emballement alors que le sujet est plus que sérieux ? Pourquoi vouloir tout boucler sans mesurer les dégâts que cette réforme va provoquer ? Pourquoi s'inquiéter brusquement des évolutions de notre société alors que, depuis des décennies, plusieurs organisations de femmes exigent des réformes profondes pour une réelle égalité entre hommes et femmes (fonds de créances universel, droits individuels en sécurité sociale, égalité salariale, accueil de l'enfance, etc.) ? Pourquoi plaquer une réforme dite « égalitaire » sur des situations qui ne le sont pas ? Et, finalement, à qui profite cette réforme ?

Mesdames les sénatrices, Messieurs les sénateurs, nous vous renvoyons une fois encore toutes les questions que nous nous posons, en vous demandant d'essayer d'y répondre de manière objective afin de voter en connaissance de cause.

Hafida BACHIR
Présidente de Vie Féminine
presidente-nationale@viefeminine.be
02/227 13 01

Vie Féminine asbl
Mouvement féministe d'action interculturelle et sociale
111, rue de la Poste – 1030 Bruxelles
02/227 13 00
www.viefeminine.be